



Agir par la Culture

2018

ANALYSE #11

AVEC OU SANS VIANDE ? CE N'EST PAS (VRAIMENT) LA QUESTION

Par **Jean-François Pontégnie**
Membre du comité de rédaction
d'« Agir par la Culture »



Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

AVEC OU SANS VIANDE ? CE N'EST PAS (VRAIMENT) LA QUESTION

Par **Jean-François Pontégnie**
Membre du comité de rédaction
d'« Agir par la Culture »

Le dernier « scandale sanitaire » en date, portant encore et toujours sur la production de viande, nous contraint à nous pencher sur la sortie de ce qui est une crise structurelle du secteur. Une occasion d'examiner trois propositions alternatives. Si le discours du « bien-être animal » nous paraît aujourd'hui fort compromis (dans tous les sens du terme), les voix qui s'élèvent en faveur d'une polyculture-élevage d'un côté et du véganisme de l'autre semblent plus en phase avec les nécessités écologiques actuelles. Le problème étant que les militants des deux tendances se regardent en chiens de faïence, quand ils ne s'invectivent pas. Est-ce bien utile, ou même : n'est-ce pas irresponsable, quand l'heure est à la lutte, qui s'annonce plus que difficile ?

VEVIBA

Pour rappel, c'est dans l'entreprise Veviba, à Bastogne que, sur les 200 palettes de viande contrôlées (parmi les 2.000 présentes sur le site), on a découvert 133 palettes « *non-conformes aux règles de l'AFSCA*¹ ». Veviba (acronyme de Verbist Viande Bastogne) appartient au groupe Verbist, qui contrôle 30 % du marché de la viande en Belgique.

Pour rappel encore, le même groupe avait fait l'objet d'un autre « scandale » en septembre 2017 lorsqu'avaient été diffusées des images de « maltraitance animale » tournées dans son abattoir d'Izegem par l'association Animal Rights. Evidemment « outrés », « choqués » (on en passe), les clients avaient déserté l'entreprise et l'avaient fait savoir. Delhaize par exemple « *avait renoncé immédiatement à toute collaboration*² ». Une décision assez élastique semblait-il toutefois, puisque c'est la même entreprise Delhaize qui a, quelques mois plus tard, une nouvelle fois « *décidé de cesser [sa] collaboration avec le groupe Verbist*³ », après l'affaire Veviba pour le coup.

1. « Des déchets de viande de catégorie 3 (normalement interdite à la consommation humaine) se sont retrouvés dans de la viande hachée. Des dates de congélation des carcasses ont également été falsifiées » – Scandale sanitaire: le groupe Verbist, propriétaire de Veviba, représente 30 % du marché belge de la viande – RTBF : www.rtb.be/info/societe/detail_scandale-sanitaire-le-groupe-verbist-proprietaire-de-veviba-represente-30-du-marche-belge-de-la-viande?id=9860778

2. *L'abattoir d'Izegem a perdu 90 % de sa clientèle* – Belga : www.sillonbelge.be/1338/article/2017-09-20/labattoir-dizegem-perdu-90-de-sa-clientele

3. *Affaire Veviba : « Plus aucun produit du groupe Verbist ne se trouve en rayon », affirme Delhaize* – Belga : www.lesoir.be/144697/article/2018-03-10/affaire-veviba-plus-aucun-produit-du-groupe-verbist-ne-se-trouve-en-rayon

UNE AFFAIRE STRUCTURELLE

Nous sommes régulièrement confrontés à ce qu'il est convenu d'appeler des « scandales sanitaires », singulièrement dans le secteur de la production de viande. Et l'on ne peut plus parler d'erreur ou de malhonnêteté ponctuelles quand les « affaires » présentent une telle fréquence et une telle ampleur. Quand les secteurs commerciaux – de l'élevage intensif à la grande distribution en passant par les chaînes d'abattage – sont à ce point imbriqués et complices (malgré leurs dénégations et leurs cris d'orfraie), c'est bien que le problème est structurel.

Depuis la crise de la vache folle (soit depuis plus de 30 ans⁴), on ne peut que constater l'inanité des mesures politiques qui restent inscrites dans les logiques marchandes qui prévalent un peu partout dans le monde.

C'est pourquoi des mouvements citoyens émettent des propositions, soutenues par des actions plus ou moins radicales, que nous nous proposons ici d'examiner.

COMMENÇONS PAR FAIRE UN SORT AU « BIEN-ÊTRE ANIMAL »

La question du traitement réservé à l'animal d'élevage est devenue sociale : « *la construction sociale des problèmes*⁵ [...] naît de la confrontation entre des pratiques privées ou étatiques, institutionnelles ou informelles [...] et des attachements à des valeurs générales⁶. [...] interviennent de multiples acteurs aux perceptions et aux intérêts les plus divers, cherchant à assurer la légitimité et l'efficacité de leur action. Le débat prend alors une forme prospective [...] ce sont des scénarios qui s'affrontent. Les enjeux se cristallisent alors sur les politiques, les instruments économiques, les cadres juridiques, les normes de gestion à appliquer. »

L'élaboration d'un *cadre politico-juridique de gestion* est étroitement dépendante des rapports de force entre les diverses parties prenantes (scientifiques, politiques, acteurs économiques, sphère associative). Or, dans le cas du « bien-être » animal, tout comme dans celui de la biodiversité, le monde industriel a toujours comme une longueur d'avance, tout se passe comme si, dès que les questions commencent à émerger, il est « prêt à imposer ses définitions du problème et bien sûr ses solutions [...] »⁷. La raison en est assez simple : « *la profession entend [...] s'appuyer sur ses propres expertises pour limiter le coût économique des normes édictées en faveur du "bien-être". Les instituts techniques et les chercheurs liés aux organisations interprofessionnelles de la viande ou du lait adoptent volontiers une définition minimaliste, l'objectif est de savoir si une contrainte particulière imposée aux animaux se traduit (ou non) par une augmentation de la mortalité, de la morbidité, ou des traumatismes. En l'absence de tels signes de "souffrance", on considère que le "bien-être" des animaux est respecté*⁸ ».

Dans le rapport de forces disproportionné où ils opèrent, parmi celles et ceux qu'on pourrait appeler les « défenseurs de la cause animale », ce sont les courants qui visent à « limiter la souffrance des animaux » et qui adhèrent à l'idée d'une certaine « acceptabilité sociale » des formes d'élevage industriel

4. « En septembre 1985, un rapport émanant du laboratoire vétérinaire du secrétariat d'État britannique de l'Agriculture signale l'apparition d'une maladie chez quelques bovins au Royaume-Uni, diagnostiquée formellement comme des cas d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en novembre 1986 » www.vie-publique.fr/chronologie/chronos-thematiques/crise-vache-folle-1985-2004.html

5. Nous transposons à la question animale l'étude du cas de la « biodiversité » menée par Catherine Aubertin, Valérie Boisvert et Franck-Dominique Vivien dans leur contribution *La construction sociale de la question de la biodiversité* www.nss-journal.org/articles/nss/pdf/1998/01/nss19980601p7.pdf

6. Pour ce qui nous concerne ici, il s'agit de la valeur du « bien-être » animal.

7. *La construction sociale de la question de la biodiversité*, op. cit.

8. *Actualité de l'animal-machine ?* - Catherine Larrère et Raphaël Larrère - www.sens-public.org/spip.php?article77

qui se voient reconnues et entendues ; c'est ainsi que les recherches et revendications sur le « bien-être » animal deviennent « *inséparables de l'élevage industriel* » et en sont même un « *complément indispensable* »⁹.

Même si les dispositions relatives au bien-être (qu'elles soient juridiques ou qu'elles relèvent d'« engagements » divers du secteur) peuvent, parfois, éviter le pire, elles se trouvent néanmoins très largement discréditées tant par les élevages intensifs que par les conditions qu'impose la chaîne d'abattage (transport, stockage, mise à mort) à quoi elles finissent donc, bon gré mal gré, par servir de caution (de « *complément indispensable* »).

Catherine Aubertin, Valérie Boisvert et Franck-Dominique Vivien concluent leur texte en ces termes : « *Après le règlement juridique, la régulation marchande peut jouer. Confronté au vivant, [...] l'économie impose une fois encore le règne "des choses mortes"* » : il y aurait de fortes leçons relatives aux *stratégies politiques* à tirer de cette implacable constatation. Quoi qu'il en soit, l'expérience s'est à présent suffisamment répétée pour qu'on en puisse tirer des conclusions : la revendication minimale (qualifiée souvent de *raisonnable*, de *réaliste*, etc.) conduit à la négociation puis, assez inévitablement, à la « régulation marchande ». Et c'est de cette façon que, dans le cas du bien-être animal, les lobbies, même animés des meilleures intentions, sont devenus des complices objectifs de ce qu'ils entendaient réformer¹⁰.

ROMPRE

Deux courants (chacun composé de nombreuses tendances) proposent des ruptures avec le modèle économique dominant et récusent l'« acceptabilité sociale » de la production animale industrielle.

D'une part, le courant qui regroupe les antispécistes, les abolitionnistes ou encore les végans¹¹ (ces options n'étant pas exclusives les unes des autres) est engagé « *en faveur de l'abolition de toute forme d'exploitation des animaux* »¹².

D'autre part, existe un courant qui prône lui le maintien de la polyculture-élevage mais en rupture totale avec les conditions imposées par les systèmes industriels. Les rapports entre les deux courants ne sont pas toujours des plus amènes, comme en témoignent quelques propos échangés lors d'une table-ronde organisée par France Culture en janvier 2018 à la Sorbonne¹³. En cours de débat, Luc Abbadie, directeur de l'institut d'écologie et des sciences de l'environnement de Paris, avance : « *Aujourd'hui, 70% des terres agricoles sont allouées à l'élevage. Si, comme le dit l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la production de viande augmente de 50% d'ici à 2050, il faut s'attendre [à ce que] la proportion des terres consacrées à l'élevage augmente considérablement au détriment de la biodiversité [ainsi qu']à une recrudescence de 80% de la production de gaz à effets de serre par l'agriculture* ». Philippe Reigné (professeur de droit au Centre national des Arts & Métiers) enchaîne : « *Cela pose [...] la question de l'abolition de l'élevage car ça n'est pas tenable [...] Tôt ou tard, il faudra supprimer l'élevage* », ce qui fait bondir Jocelyne Porcher (sociologue et directrice de recherche à l'Institut national de recherche agronomique) : « *C'est consternant. Vous voulez abolir l'élevage et supprimer les animaux de ferme ? [...] Si vous supprimez l'élevage, vous supprimez les animaux d'élevage, vaches, cochons, poules... !* ».

9. On trouvera en annexe une brève présentation de la façon dont le secteur wallon (« les filières viande et lait ») considère la question du « bien-être », où l'on voit bien qu'existent pour lesdites filières des interlocuteurs acceptables et d'autres pas et que « l'absence de souffrance » fait à elle seule office de critère du bien-être.

10. Non pas en raison d'un manque quelconque d'honnêteté de ses militants, mais bien du rapport des forces en présence et de l'incroyable plasticité (ou « capacité d'adaptation ») du secteur industriel et marchand.

11. Ils martèlent eux aussi que « *au lieu de défendre les intérêts des animaux exclusivement, les groupes de bien-être animal décernent souvent des prix aux exploitants et encouragent les gens à acheter des produits « plus humains » de ces compagnies. Cela sert uniquement à rendre l'exploitation animale plus profitable, ce qui n'aide certainement pas les animaux.* » - <https://vegan.fr/media/pdf/tract-emanicipationanimale.pdf>

12. <https://vegan.fr/le-veganisme/>

13. *Faut-il abolir l'élevage ou l'humaniser ?* Papiers, la revue de France Culture, n°24, pp. 75-76. Le débat complet est visible ici : www.dailymotion.com/video/x6dcmpv

Une autre polémique a opposé, à coup de « Tribunes » parues dans Libé, Paul Ariès, Frédéric Denhez et Jocelyne Porcher à Aymeric Caron¹⁴. Les premiers auteurs dénoncent la « morale binaire, le bien, le mal » de la « propagande végane, version politique et extrémiste de l'abolitionnisme de l'élevage et de la viande » et font des végétariens les « idiots utiles du capitalisme », Aymeric Caron qualifie en réponse d'exploit le fait d'avoir réuni « en si peu de lignes tous les clichés, mensonges et archaïsmes véhiculés depuis des années contre les végétariens par les lobbys pro-viande » et parle de la « sacrée mauvaise foi » des signataires de la Tribune initiale. Ambiance.

ACCORD...

Au-delà du caractère quelque peu vindicatif des échanges, que peut-on retenir ? On partira ici du principe que, quoi qu'ils disent les uns des autres, les protagonistes sont de bonne foi : ils s'accusent, mais à tort, de faire le jeu de l'industrie alimentaire, et en particulier de l'élevage intensif, alors qu'absolument toutes et tous en dénoncent sans relâche tous les aspects¹⁵. Ce en quoi, pensons-nous, ils ont totalement raison, puisque¹⁶ :

- > l'élevage de bétail dans le monde est responsable de 14,5 % des émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique, soit de 7 à 8 milliards de tonnes de CO₂ émis, plus que les États-Unis et la France réunis (la viande bovine représente 74 % des émissions dues à l'élevage de bétail lorsque l'on prend en compte la production de lait) ;
- > le régime très riche en nutriments des animaux entraîne un taux d'azote supérieur à la normale dans les eaux rejetées et peut entraîner des problèmes de santé publique autant que la prolifération indésirable d'algues et de la population microbienne des eaux, perturbant ainsi les écosystèmes marins ;
- > la production mondiale de viande et d'alimentation destinée au bétail consomme à elle seule 70 % des réserves d'eau fraîche de la planète (en élevage industriel, la production d'un kilogramme de bœuf absorbe par exemple 13.500 litres d'eau) ;
- > l'élevage est également un gros consommateur de céréales. 40 % des productions annuelles de maïs, blé, seigle et avoine (assez pour nourrir trois milliards d'êtres humains) récoltées dans le monde servent à nourrir le bétail ;
- > la production de viande est aussi gourmande en terres. La FAO estime que 70 % de la surface agricole mondiale est utilisée soit pour le pâturage du bétail, soit pour la production de céréales destinées à les nourrir. Or, le manque de terres agricoles pousse aussi à la déforestation : 91 % des terres « récupérées » dans la forêt amazonienne servent ainsi aux pâturages ou à la production de soja qui nourrira plus tard le bétail. Et moins de forêt, c'est moins d'absorption d'émissions de dioxyde de carbone.

C'est donc entendu : l'élevage industriel est un désastre.

14. *Pourquoi les végétariens ont tout faux*, Paul Ariès, Frédéric Denhez et Jocelyne Porcher www.liberation.fr/debats/2018/03/18/pourquoi-les-vegetariens-ont-tout-faux_1637109 et *Véganisme : Réunir tant de clichés en si peu de lignes est un exploit*, Aymeric Caron www.liberation.fr/france/2018/03/19/veganisme-reunir-tant-de-cliches-en-si-peu-de-lignes-est-un-exploit-par-aymeric-caron_1637396
À quoi l'on peut ajouter l'intervention de l'Association L214 : *Et si les végétariens n'avaient pas tort ?* www.liberation.fr/debats/2018/03/19/et-si-les-vegetariens-n-avaient-pas-tort_1637325

15. Ariès et al. : « nous sommes convaincus de la nécessité d'en finir au plus vite avec les conditions imposées par les systèmes industriels [...] Au Nord comme au Sud, les systèmes industriels ont changé l'animal en machine à transformer la cellulose des plantes en protéines bon marché pour le plus grand profit des multinationales et au détriment des paysans, des consommateurs, des sols, de l'eau et des animaux. Le bilan sanitaire et écologique de ces rapports de travail indignes aux animaux est tout aussi mauvais que celui du reste de l'agriculture productiviste »

A. Caron : « la philosophie du végétarisme est contraire à la logique néolibérale qui repose à la fois sur le consumérisme et sur l'exploitation des plus faibles »

Association L214 : « Quelle perte d'énergie que d'opposer les individus les uns aux autres alors même que nous partageons initialement tous le même constat. Enfermement, cages, mutilations, violence des abattoirs... nous ne cessons de pointer du doigt un système fou ».

16. Les données sont extraites de : *Avant d'être cancérigène, la viande est polluante pour la planète*, Gary Dagorn www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/10/29/la-viande-a-aussi-un-impact-majeur-sur-la-planete_4799570_4355770.html et *Les ravages de l'élevage industriel*, Valentin Dauchot www.lalibre.be/actu-planete/les-ravages-de-l-elevage-industriel-52cf797f35701baedab4fdcd

... ET DÉSACCORDS

Nos débatteurs tirent deux conclusions fort différentes de l'impact des pratiques industrielles. Pour Paul Ariès, Jocelyne Porcher et Frédéric Denhez, il faut « *aller vers une alimentation relocalisée [moins carnée, aussi], préservant la biodiversité et le paysan* ».

Pour les abolitionnistes, il convient de tout arrêter : « *la fin de la viande apparaît comme une nécessité participant à la survie de l'espèce humaine* », écrit Aymeric Caron, pour qui « *alors que la population mondiale a doublé ces quarante dernières années, l'alimentation végétale apparaît comme le seul moyen raisonnable de nourrir l'humanité* ».

C'est que les abolitionnistes sont des antispécistes ; ils se réclament donc d'un courant qui s'est développé dans les années 70 du siècle passé. On retiendra qu'au sein de ce mouvement deux approches (elles-mêmes présentant diverses nuances) sont discutées :

- > « *L'approche par la justice¹⁷ [qui] est caractérisée par l'abstraction, l'application de règles générales de conduite, l'accent mis sur la nécessité de limiter les agressions, le souci de cohérence, et la recherche d'une solution équitable face aux exigences contradictoires ou aux conflits d'intérêt.*
- > *L'approche par la sollicitude [qui], quant à elle, est caractérisée par l'attention portée au concret et au particulier, par l'accent mis sur le maintien et l'extension des relations, par l'intérêt pour les émotions ressenties par sympathie [...], et par le souci de satisfaction des besoins.¹⁸* »

On n'entrera pas dans le détail des débats parce que, pour reprendre les termes de Reus Estiva¹⁹ : « *L'écart entre les [...] courants s'amenuise quand on aborde la réflexion sur les modalités d'application des principes énoncés* » et que c'est l'aspect qui nous intéresse ici. Quoi qu'il en soit, c'est bien l'antispécisme qui amène Aymeric Caron à demander : « *pourquoi serions-nous autorisés à ôter inutilement la vie à des êtres sensibles, intelligents, sociaux, qui ne demandent qu'à poursuivre leur existence, comme chacun d'entre nous ?* ».

DROIT DE VIE ET DE MORT...

La question du droit de vie ou de mort sur les bêtes est centrale pour nos débatteurs. Nous noterons qu'elle est rendue de plus en plus complexe par les dernières avancées scientifiques :

1. « *Les animaux sont beaucoup plus intelligents que nous le pensions précédemment et il apparaît de plus en plus difficile de trouver quelque chose comme un propre de l'homme, une caractéristique cognitive qui n'existerait que dans l'espèce humaine* », déclare Yves Christen²⁰ ;
2. Le même Yves Christen ajoute : « *ce qu'il est important de savoir c'est dans quelle mesure des êtres vivants peuvent ressentir des émotions du type de celles qui nous font pleurer [...]; je crois que tel est bien le cas, que les animaux non humains peuvent avoir de la peine, du chagrin, du désespoir* ». Georges Chapouthier, docteur en neurobiologie et en philosophie²¹, confirme : « *les vertébrés depuis les poissons jusqu'aux mammifères ont un*

17. Approche dont Tom Regan est avec Peter Singer (qualifié, lui, d'« utilitariste ») un des représentants les plus connus. Selon lui, « *la caractéristique essentielle que nous partageons tous est le fait que chacun d'entre nous se soucie de sa propre vie, possède une vie qui lui importe [...]. En ce sens, nous faisons l'expérience du fait d'être des « sujets-d'une-vie ». Si être le sujet de sa propre vie est un critère pertinent suffisant pour reconnaître la valeur intrinsèque des individus, alors nous devons, pour être cohérents, attribuer une valeur intrinsèque, et par conséquent des droits moraux fondamentaux, à tous les sujets-d'une-vie, qu'ils soient humains ou non* » – d'après https://fr.wikipedia.org/wiki/Tom_Regan

18. *Justice, Sollicitude et Libération animale*, Brian Luke
www.cahiers-antispecistes.org/justice-sollicitude-et-liberation-animale/

19. *Animal, mon égal. Ethique et politique de l'abolition de la viande*, Reus Estiva
www.multitudes.net/animal-mon-egal-ethique-et/

20. *Mais à quoi pensent-ils donc ?* Retranscription de l'émission *La Méthode scientifique*, diffusée le 30/07/2017 sur France Culture, in *Papiers*, la revue de France Culture, n°24, pp. 55-61. Yves Christen est biologiste et journaliste scientifique.

21. Retranscription de l'émission *La Méthode scientifique (À la recherche des émotions animales)*, diffusée le 19/01/2018 sur France Culture, in *Papiers*, la revue de France Culture, n°24, pp. 81-86
Podcast : www.franceculture.fr/emissions/la-methode-scientifique/la-methode-scientifique-vendredi-19-janvier-2018
Attention : les podcasts de France Culture sont disponibles pendant une durée limitée (souvent un an).

système limbique, un système qui gère les émotions, comme l'empathie. Et puis, il y a les mollusques très évolués, comme les pieuvres qui ont une intelligence très forte [et dont] on peut inférer qu'elles ont probablement des émotions».

3. Yves Christen, à nouveau, avoue qu'il a naguère soutenu, «comme tout le monde», que les animaux n'avaient pas de langage mais qu'il croit aujourd'hui «que c'est tout simplement faux», que cela a toujours été une *mythologie*. Ou alors, dans le même ordre d'idées, Denis Viennet²² se réfère à Boris Cyrulnik selon qui, il pourrait exister «une «pensée sans langage» chez les animaux». Yves Viennet ajoute : «Cette idée ébranle nos plus vieilles convictions [...] Elle ébranle ainsi les certitudes des philosophes : cette idée qu'une «créature ne peut pas avoir de pensée tant qu'elle n'a pas de langage». Elle ébranle enfin la définition que nous donnons d'une part de l'animal, et d'autre part de l'humain. Elle rend la différence entre humain et animal plus incertaine, plus complexe, plus indiscernable.»

On pourrait multiplier les données accumulées ces dernières années. Mais, dans tous les cas, il apparaît de plus en plus évident qu'il n'existe rien qui soit strictement le propre de l'homme. «La conscience de soi, l'outil, la bipédie, la chasse, le tabou de l'inceste, les traditions, le rire, le jeu, la souffrance, la morale, le sens de la famille, toutes ces conquêtes qui jadis ont servi à distinguer l'humain de l'animal ne sont plus désormais le propre de l'homme», écrivent ainsi Cyrulnik, Matignon et Fougea.²³

On notera que les trois auteurs de la Tribune initiale de Libé, qui soutiennent, on le rappelle, que les «végans ont tout faux», ne semblent pas non plus dénier aux animaux le statut de «sujet-d'une-vie» (selon l'expression de Tom Regan) et leur prêtent même des «demandes» : «Ainsi est-il probable, écrivent-ils, qu'ils ne demandent pas à être «libérés». Ils ne demandent pas à retourner à la sauvagerie [...]. Ils demandent à vivre avec nous, et nous avec eux, ils demandent à vivre une existence intéressante, intelligente et digne²⁴». Et les auteurs ajoutent, non sans une certaine roserie : «ils ne demandent pas à être stérilisés afin de peu à peu disparaître, ainsi que le réclament certains végans.»

MORALE

Ce qui lance ainsi les débatteurs dans une sorte de mêlée passionnelle est d'ordre moral. Or, toute question qui touche à la morale est d'une part irriguée par une série de présupposés (ou de prémisses) qui doivent être éclaircis. Et le sont peu en l'espèce. Elle est d'autre part fondée sur des conceptions philosophiques qui en font, ou non, des principes universels – des impératifs catégoriques, ou non, en termes kantien.

Il nous semble qu'il importe de sortir de cette impasse, qui ne voit, somme toute, s'affronter que des principes, au détriment d'un examen des réalités concrètes, matérielles. On ajoutera que le choix de l'une ou l'autre valeur, qui puisse servir de guide, suffit amplement à affronter les situations concrètes. Elles-mêmes fort complexes, du reste.

On se propose donc ici d'élaborer (même sommairement) une approche qui tienne plutôt de l'éthique appliquée²⁵, laquelle «ne porte pas sur les fondements

22. *Animal, animalité, devenir-animal*, Denis Viennet, Le Portique, 23-24, 2009 <http://journals.openedition.org/leportique/2454>

23. *La Fabuleuse Aventure des hommes et des animaux*, B. Cyrulnik, K. L. Matignon, F. Fougea, Paris, Hachette Littérature, Éditions du Chêne, 2001 (cité par Denis Viennet – *op. cit.*)

24. Alexandra Schwartzbrod, journaliste, note avec humour à propos de cette dernière phrase : «Bon, sur ce dernier point, je ne suis pas sûre d'être d'accord, si tous les humains vivaient de façon intelligente ça se saurait, mais le débat mérite d'être posé.» *Pourquoi les végans ont tout faux*, Alexandra Schwartzbrod www.franceculture.fr/ecologie-et-environnement/pourquoi-les-vegans-ont-tout-faux

25. *Quels sont les champs de l'éthique?* www.ethique.gouv.qc.ca/fr/ethique/quest-ce-que-lethique/quels-sont-les-champs-de-lethique.html

de la morale, mais sur des situations concrètes soulevant des enjeux éthiques». Ce qui suppose de poser les «valeurs et principes en jeu et leurs rapports» et de définir les «enjeux concrets».

VALEURS ET PRINCIPES

Les avancées scientifiques en matière animale ont achevé de décentrer l'homme. Il semble impossible de fonder sur des arguments raisonnables une *supériorité* de l'homme sur l'ensemble du règne animal. Il faut en revanche tenir compte des spécificités et des interdépendances de chacun.

Deux spécificités de l'animal humain sont essentielles, tout particulièrement dans le cadre des présentes réflexions.

- > La première est relative au fait que l'espèce humaine «est devenue une force géophysique telle que son impact sur la planète est désormais prépondérant²⁶», phénomène souvent désigné sous le nom d'anthropocène.
- > La seconde tient à la culture. Alain Prochiantz explique²⁷ : «Nous sommes tous des animaux et nous occupons tous une position différente dans l'histoire du vivant. Chacun a sa propre spécificité. [...] L'Homo sapiens a bénéficié d'une évolution incroyablement rapide du système nerveux ce qui a pour conséquence que, par rapport au bonobo qui est son cousin le plus proche, il a 4 fois plus de cerveau. Il a donc développé une culture très différente [qui] lui donne la possibilité de considérer sa position dans la nature par rapport à celle des autres animaux et de s'imposer des devoirs vis-à-vis d'eux [...]». Propos que complète Corinne Pelluchon²⁸ : «l'humain a des responsabilités que les animaux n'ont pas».

Devoirs et responsabilités peuvent ici être entendus de façon large : en raison de l'effondrement qui vient, il est de notre devoir et de notre responsabilité de lutter contre «le péril vers lequel nous nous dirigeons [et qui] n'est pas la fin de l'humanité, mais l'avènement d'une humanité faite de violence et d'inégalités²⁹». On ajoutera que ces «violence et inégalités» s'étendent à l'ensemble de la biosphère : «On présente parfois les crises environnementales comme un risque de détruire la Terre. Mais nous risquons seulement de nous détruire nous – et plein de vivant avec³⁰».

On retiendra donc ici, en tant que *principe*, le respect – compris comme étant strictement non hiérarchique – que notre spécificité humaine nous impose à l'égard du vivant (de la biosphère) et, en tant que *valeur*, la lutte contre les injustices et les violences faites au vivant (en ce compris, à l'évidence, aux humains) et qui croissent à mesure que la catastrophe en cours se déploie.

LES ENJEUX CONCRETS

La détermination des enjeux nécessite d'avant tout examiner la question de la temporalité.

- > On le sait, l'histoire de la domestication et de l'élevage a débuté il y a au moins 12.000 ans ; elle est donc de l'ordre temporel du changement

26. Où sont nos grands récits mobilisateurs?, Catherine Larrère <http://controverses-de-marcillac.eu/wp-content/uploads/2016/10/C.-Larr%C3%A8re.pdf>

27. *Les bêtes, des humains comme les autres*, op. cit. Alain Prochiantz est chercheur en neurobiologie et professeur au Collège de France ; Corinne Pelluchon est professeure de philosophie.

28. Ibid.

29. *Face à la philosophie politique de l'écologie, la violence comme seule issue*, Floran Augagneur www.cairn.info/revue-vraiment-durable-2012-1-page-55.htm

30. Nous soulignons - Catherine Larrère «Il faut sortir de l'idée du combat et apprendre à coopérer avec la nature», Entretien réalisé par Marie-Noëlle Bertrand www.humanite.fr/tribunes/catherine-larrere-il-faut-sortir-de-l-idee-du-comb-546030

génétique ou évolutif, au sens darwinien : elle a profondément changé les animaux domestiqués. Et les hommes.

> La domestication animale a en outre transformé la morphologie terrestre et dessiné sur le long terme des écosystèmes complets et éminemment complexes.

Il convient de tenir compte de cette situation héritée, sur laquelle il est cependant inutile de porter un jugement moral rétrospectif. Il est en revanche salutaire de débattre de ce qu'il faut faire de l'héritage lui-même.

> A contrario, l'élevage intensif (industriel, hors-sol, etc.) est d'une invention récente et il fait peser nombre de menaces de court terme (ou immédiates) sur la biosphère. Il génère de surcroît quotidiennement un ensemble insupportable d'injustices et de violences (tant du point de vue humain qu'animal). La surconsommation qu'il induit démontre enfin qu'il est possible de s'en passer rapidement sans priver l'humanité de ressources vitales³¹.

Il est donc de toute évidence aussi indispensable qu'urgent de mettre fin à l'élevage intensif ; l'accord étant large sur ce point, les divers mouvements, quelles que soient leurs divergences, peuvent, *doivent* même, s'entendre pour construire un large front de revendications et d'actions.

LA PAC...

Dans l'état actuel des législations, largement inspirées par la Politique Agricole Commune (PAC) d'une Union européenne porteuse d'une vision centrée sur la production intensive, il n'est guère possible d'envisager une sortie du modèle. La PAC ne permet ni d'aménager une transition, qui serait forcément non rentable, dans des conditions dignes, pour les producteurs, ni une fin de vie – ou mieux : de lignée – « bonne » pour les races bovines, ou autres, qui, telles le blanc bleu belge, sont incapables de se reproduire sans l'homme, ni, enfin, une libération des bêtes condamnées à produire dans des lieux clos qui n'ont rien à voir avec des conditions de vie ne fussent qu'acceptables.

La lutte doit être menée sur ce front ; il ne s'agit pas au demeurant de *réformer* la PAC mais de la révolutionner. On connaît en effet sa nocivité environnementale et sociale³² :

> « Favorisant de grandes exploitations et la domination d'une agriculture industrielle intensive, la PAC alloue de maigres subventions à destination des pratiques agricoles responsables et à l'aménagement territorial durable. En privilégiant des systèmes de production spécialisés, concentrés et intensifs et l'utilisation des pesticides, la PAC a ainsi encouragé la dégradation des sols et des cultures, la diminution des variétés d'espèces cultivées et la régression des prairies permanentes. Outre la détérioration de la biodiversité sauvage et domestique, l'agriculture moderne défendue par la PAC a également d'importants impacts en matière de changements climatiques [...] et de pollution des eaux [...] »³³.

> « Entre 2003 et 2013, un peu plus de quatre millions de fermes ont été rayées de la carte des 28 États membres de l'Union Européenne alors que

31. La FAO estime que les rations utiles peuvent être atteintes « par une consommation annuelle de 33 kg de viande maigre ou 4,5 kg de poisson ou 60 kg d'œufs ou 230 kg de lait. Ces sources alimentaires sont en général combinées dans la ration alimentaire quotidienne » www.fao.org/ag/againfo/themes/fr/meat/background.html

On sait que l'on consomme en moyenne par habitants 69,2 kilos de viande (porcine, bovine, ovine et volailles) dans l'Union européenne, que certains pays atteignent des consommations de plus de 75 kilos (USA : 97,1 kilos, Argentine 86,1 kilos, Uruguay : 81 kilos, Israël : 80,3 kilos, Brésil 77,2 kilos, etc.) et ce sans compter la consommation des protéines combinables présentées par la FAO (lait, œufs, poisson...). À titre d'exemple, les Argentins consomment *en plus* de la viande environ 135 litres de lait par habitant /an et les Étatsuniens, environ 105 litres, etc.

<https://data.oecd.org/fr/agroutput/consommation-de-viande.htm>
www.oecd.org/fr/agriculture/perspectives-agricoles-de-l-ocde-et-de-la-fao-19991150.htm

32. La PAC et son histoire nécessitent évidemment une étude complète ; on se contente de donner ici quelques indications.

33. *Réforme de la PAC : un tournant dans l'avenir de notre modèle agricole* www.colibris-lemouvement.org/magazine/reforme-pac-un-tournant-dans-lavenir-notre-modele-agricole

la superficie agricole reste quasi identique selon les dernières données publiées par Eurostat³⁴ ».

- > En France, «une étude [menée dans le monde agricole] en 2010 et 2011 dénombrait 253 décès par suicide chez les hommes et 43 chez les femmes sur ces deux années. «La comparaison de la mortalité des agriculteurs exploitants par ce mode opératoire par rapport à celle des hommes du même âge dans la population française montrait un différentiel de 20%, indique Imane Khireddine-Medouni, médecin épidémiologiste à la direction travail de Santé publique France. “Le secteur de l'élevage (bovin, lait) ressort particulièrement avec un excès de décès par suicide de 58% en 2008, 47% en 2009 et 51% en 2010”³⁵ ».

EXPÉRIMENTER LES RUPTURES

En même temps que se poursuivrait le très complexe démontage et la totale réorientation de la PAC, il faudrait expérimenter. Continuer d'expérimenter mais à des échelles nouvelles : «Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux, si deux, trois, plusieurs écosystèmes dissidents fleurissaient sur la surface du globe, [...], avec leur héroïsme quotidien!³⁶ » pour paraphraser Che Guevara. C'est au reste dans ces lieux que pourraient progressivement se déployer et être étudiés des écosystèmes nouveaux basés sur les principes végans : la collaboration avec les systèmes de polycultures-élevages permettrait, au moins dans un premier temps et aux échelles relativement modestes de l'expérimentation, de trouver des aménagements quant à la question que pose le sort des bêtes domestiquées. À ce niveau tout est possible. Des poules déclassées – parce que ne convenant pas aux standards de l'élevage en batterie – sont par exemple réintroduites dans la forêt : une «*expérimentation de naturalisation des poules en forêt va se poursuivre pendant plusieurs années. Le but est de réintroduire les poules dans un milieu naturel, de recréer un écosystème favorable au bien-être des poules, d'améliorer leur accès aux ressources naturelles de qualité, d'observer l'expression de leur comportement, la modulation de leurs aptitudes épigénétiques à travers leur descendance, notamment la transmission des apprentissages entre les femelles et les petits.*³⁷ »

Il apparaît que si l'ensemble des acteurs et des militants de la cause animale, pour qui l'élevage industriel doit être aboli, regroupaient leurs forces et collaboraient à l'intégration de leurs projets respectifs – qui pour l'heure ne sont en rien exclusifs les uns des autres – une lutte pourrait être menée, notamment en raison du fait que les grandes organisations agricoles alternatives (Via Campesina, par exemple) pourraient les rejoindre. On peut lire en creux dans cette affirmation un appel à la tolérance : il est tout aussi inutile de condamner les végans qu'il serait absurde de prôner inconditionnellement une mondialisation des pratiques abolitionnistes³⁸. Que chacun garde ses convictions et les expérimente, quoi de plus normal ? Mais qu'on prenne garde aux priorités, pour l'instant et pour un bon moment encore semble-t-il, l'ennemi c'est bien l'organisation mondialisée de la production agricole industrielle.

34. Une ferme sur quatre a disparu en Europe en dix ans, Eric de la Chesnais www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/11/28/20002-20151128ARTFIG00010-une-ferme-sur-quatre-a-disparu-en-europe-en-dix-ans.php

35. Suicide paysan : la faucheuse est dans le pré, Philippe Brochen www.liberation.fr/futurs/2017/02/24/suicide-paysan-la-faucheuse-est-dans-le-pre_1550939

36. Le message initial de Che Guevara (de la pertinence duquel on pourrait abondamment discuter, par ailleurs) adressé à la Tricontinentale disait : «Comme nous pourrions regarder l'avenir proche et lumineux, si deux, trois, plusieurs Vietnam fleurissaient sur la surface du globe, avec leur part de morts et d'immenses tragédies, avec leur héroïsme quotidien, avec leurs coups répétés assénés à l'impérialisme, avec pour celui-ci l'obligation de disperser ses forces, sous les assauts de la haine croissante des peuples du monde ! » www.marxists.org/francais/guevara/works/1967/00/tricontinentale.htm

37. Par exemple, 4 hectares de forêt y sont consacrés en Saône et Loire <https://sites.google.com/site/vieenforet/les-poules>

38. Nous reportons en note de bas de page la réflexion suivante, parce qu'elle nous paraît de nature à plutôt attiser les passions qu'à les apaiser. Mais elle a cependant le mérite de poser la question sociale de la répartition des richesses peu abordée jusqu'ici : la «*confrontation de ces deux logiques morales recouvre aussi une opposition de classes sociales : les “pauvres” et les “riches”. En effet, du point de vue des éleveurs enquêtés*, le végétarisme lié à “l'humanisation” des animaux est perçu comme une pratique alimentaire de “riches” qui se développe dans nos sociétés occidentales industrialisées, marquées par une abondance des produits de consommation et notamment d'aliments à base de viande. Cette abondance fait oublier ce qu'est la “faim”. Avec elle, disparaît de la conscience des hommes la dépendance vitale à l'égard des bêtes, l'attention des hommes se concentrant alors, pour en transformer le sens, sur le mal à tuer des animaux. Ceux qui n'ont plus faim – les classes sociales aisées – ne savent plus apprécier ce que les animaux leur donnent lorsqu'ils consomment leur chair transformée : la vie.* »

* Cette citation est extraite d'une réflexion sur le « don/ contre-don » dans la perspective de Marcel Mauss. Le texte est basé sur une enquête réalisée auprès

RAPPORTS DE FORCE...

Cela étant, et pour conclure, l'on sait que les bouleversements que nous appelons de nos vœux tiennent en principe à l'état des rapports de force entre les porteurs d'alternatives radicales et les tenants du statu quo, néolibéral en l'espèce (comme en bien d'autres).

Or, il suffit de jeter un coup d'œil à Notre-Dame-Des-Landes³⁹ – où l'on voit donc que les convictions parfois fort différentes peuvent coexister – pour comprendre que ce n'est pas gagné. Quand les tenants de l'ordre établi déploient 2.500 gendarmes et des moyens considérables (drones, hélicoptères, véhicules blindés, armement ahurissant) pour déloger une centaine de personnes occupant un bocage porteur d'expérimentations, ça interpelle.

Pour les membres du Collectif Barricades de Mots: *«Ce que Macron, Hulot et Collomb cherchent à annihiler sous les bulldozers, c'est l'idée même qu'il puisse être possible d'habiter quelque part en France et de travailler la terre en dehors des cadres et des normes de l'agriculture productiviste, de l'endettement au Crédit agricole et de la propriété privée.*

Ce que ce gouvernement veut faire disparaître dans le fracas des grenades, ce sont les traces d'une victoire porteuse d'espoir. C'est l'écologie d'un laboratoire des nouveaux mondes. C'est la possibilité d'une brèche⁴⁰».

Hervé Kempf, lui, écrit⁴¹: *«Il ne leur⁴² suffit pas d'occuper l'État pour en faire profiter leurs amis de l'oligarchie, [...] de démolir la paysannerie pour développer l'agro-industrie, de bavasser d'écologie pour la transformer en terrain de jeu pour les trusts du capitalisme vert... Il leur faut en plus changer la société pour y casser toutes les formes de solidarité, les liens entre les gens, les élaborations d'actions collectives. [...]*

Que reprochait la préfète, parlant au nom des quatre malfaiteurs, aux habitants de la Zad⁴³? De ne pas présenter de «projet agricole individuel». Ils prétendaient, ces maraudeurs, ces rebelles, ces rastaquouères, faire œuvre commune, présenter quelque chose de nouveau, œuvrer ensemble. Ils observaient, les rêveurs, que dans une agriculture qui s'effondre, où les exploitations disparaissent par milliers, où les paysans se suicident par dizaines, il faudrait penser autrement, travailler en coopération, être sobre et écologique [...]».

Face à la violence économique, soutenue par les États, il est temps de rentrer en résistance, unis sur l'essentiel: la sortie d'une industrie mortifère. L'élaboration et la mise en œuvre d'alternatives fortes, fût-ce au prix de la désobéissance civile, sont les seules à même de maintenir l'espoir qu'il est possible d'en sortir.

ANNEXE

La brochure *Dossier de synthèse Nutrition – Environnement* («Des arguments pour répondre aux questions de société sur l'élevage, la production et la consommation de viandes et de lait en Wallonie sur base de données scientifiques, replacées dans le contexte wallon»)⁴⁴.

d'éleveurs, dont il est précisé qu'ils ont *«refusé d'adopter le modèle dominant et industriel d'organisation du travail en production porcine, notamment pour des raisons éthiques relatives aux conditions de vie des animaux. Les animaux sont élevés le plus souvent en plein air, en effectifs réduits. La plupart d'entre eux sont dans l'agriculture biologique».*

La valeur morale d'un animal: esquisse d'un tableau en forme de dons de vie et de mort. Le cas des activités d'élevage, Sébastien Mouret

www.cairn.info/revue-du-mauss-2012-1-page-465.htm

39. Le cas échéant, on pourra se faire une idée du dossier en regardant la vidéo suivante: *Notre-Dame-des-Landes: 50 ans de conflit résumés en 3 minutes*, Karim El Hadj (Le Monde)

www.lemonde.fr/planete/video/2018/01/13/notre-dame-des-landes-cinquante-ans-de-conflit-resumes-en-3-minutes_5241295_3244.html

40. *Ce que vous ne pourrez pas détruire*, Collectif Barricade de Mots
<https://reporterre.net/Ce-que-vous-ne-pourrez-pas-detruire>

41. *Association de malfaiteurs*, Hervé Kempf (Reporterre)
<https://reporterre.net/Association-de-malfaiteurs>

42. Hervé Kempf parle de Messieurs Collomb (ministre de l'intérieur), Hulot (ministre de la Transition écologique et solidaire), Philippe (premier ministre) et Macron (président) dont il estime qu'ils constituent une «association de malfaiteurs»: *«Ils agissent en effet de concert pour commettre les graves délits – ou plutôt “voies de fait” – consistant à chasser des habitants par les moyens les plus violents et sans respecter la stricte procédure juridique qui encadre légitimement le droit le plus vital qui soit: celui d'avoir un toit.»*

43. Détournement du terme administratif «Zone d'Aménagement Différé» en «Zone À Défendre» (les habitants / occupants d'une ZAD sont des zadistes).

44. Téléchargeable ici: <https://filagri.be/wp-content/uploads/DOSSIER-CIV-CIL-180322.pdf>

Tout en se préoccupant de rentabilité, les instances chargées de la promotion des filières belges de la viande en général s'assurent qu'il soit clair qu'elles se préoccupent du bien-être animal. Ainsi, les « Cellules d'Information viandes et lait » wallonnes ont publié un intéressant « *Dossier de synthèse Nutrition – Environnement* ».

Ce document commence par souligner que « *des campagnes d'abstinence [...] jettent l'opprobre sur l'expertise et le savoir-faire de filières entières [lait et viande] tout en les brisant économiquement*⁴⁵ ». La brochure éditée dans ce cadre est le résultat du travail des deux cellules, travail « *alimenté par des observateurs émanant du secteur, mais aussi par des experts du monde scientifique et institutionnel. Cette recherche est menée en toute indépendance.* » C'est pourquoi (contrairement aux apparences) « *cette brochure n'est pas une propagande mais un outil pédagogique et citoyen.* »

La fiche n° 5 est consacrée à « *l'importance de communiquer sur les pratiques de bien-être animal* ». Le titre est en soi curieux : l'on eût pu penser qu'il se fût agi d'insister plutôt sur la réalité de la mise en œuvre des pratiques visant le « bien-être »... Mais non : après qu'ont été rappelées les obligations légales⁴⁶, l'on apprend plutôt :

1. ce que sont les différents mouvements qui portent « *les interrogations de la société sur l'élevage et particulièrement le bien-être animal* ». Il y a d'une part les mouvements acceptables⁴⁷ (à savoir ceux « *ceux qui veulent améliorer la condition animale au travers de réformes, mais [...] ne remettent pas directement en cause l'élevage* ») et les autres, infréquentables, qui « *ont comme but final l'abolition des abattoirs et de l'élevage, assimilé à une forme d'esclavage* » et, qui (horreur !) « *ont recours au sensationnalisme et sont peu enclins au dialogue*⁴⁸ ».
2. ce que sont « *les controverses qui touchent le plus les citoyens* », à savoir :
 - *La taille des exploitations, qu'ils veulent « familiales ».*
 - *L'accès à l'air libre des animaux*
 - *La réduction de la douleur lors de certaines pratiques d'élevage [...]*
 - *La séparation de la vache et du veau*
 - *Les conditions de transports des animaux vivants*
 - *Les conditions d'abattage.*

Face à l'ensemble de ces interrogations, voire de ces revendications, que convient-il que fassent les agriculteurs ? Voici les conseils (établis, rappelons-le, « *sur base de données scientifiques* ») :

- « > *Ecouter les préoccupations de la société, même si l'éleveur ressent un sentiment d'incompréhension voire d'injustice ;*
- > *Valoriser le lien homme – animal dans l'élevage (expliquer simplement toutes les actions réalisées dans le souci unique du bien-être des animaux) ;*
- > *Veiller à la bonne insertion locale de son exploitation : visibilité et transparence de la ferme, [...], bon voisinage, [...]* ;
- > *Rappeler l'aspect financier des pratiques : l'élevage est une profession et doit être rentable. »*

Suivent, pour conclure, deux témoignages sur l'écornage, parfaitement contradictoires du reste. Le premier éleveur explique qu'« *avoir des vaches*

45. On se demande où « ils » ont été chercher ça... La crise du secteur laitier, par exemple, dépend assez peu des mouvements végétaliens ou végans..., nous semble-t-il.

46. Régies par la loi du 14 août 1986 (régionalisée depuis 2015) et par « ses nombreux arrêtés d'exécution » relative à la protection et au bien-être des animaux.

47. Cf. les propos de Catherine Larrère et Raphaël Larrère relevant que « *conçues autant pour limiter la souffrance des animaux qu'en vertu d'une certaine idée de "l'acceptabilité sociale" des formes d'élevage industriel* », les revendications sur le bien-être animal puissent en être devenues « *le complément indispensable* ».

48. Mais desquels on peut retirer la leçon suivante : « *ils nous apprennent bien que pour faire du bruit, il faut des messages et des images fortes, et qu'il appartient au secteur de l'élevage de se faire voir (sic) et de se faire entendre, de façon constructive et positive.* »

avec des cornes, c'est très dangereux» mais qu'«avec l'aide du vétérinaire, nous gérons la douleur au moment de l'écornage et dans les jours qui suivent» tandis que le second déclare: «Je n'écorne pas mes vaches. Elles sont calmes pour plusieurs raisons. [...] On veut toujours que la vache s'adapte à notre manière de travailler mais l'éleveur doit aussi comprendre le comportement naturel de la vache.» La brochure ne se prononce guère: écorner (et «gérer la douleur») or not? La question reste posée...

49. *Élevage intensif et bien-être animal*, Laurence Drèze
www.etopia.be/spip.php?article3256

En tout cas, si l'on comprend le message délivré: il ne peut être question de remettre en cause l'élevage, qui est une activité économique se devant d'être rentable, malgré les campagnes d'abstinence qui brisent économiquement les filières. Certes les citoyens se montrent préoccupés par l'ensemble des pratiques de la filière mais une bonne «com'» – écouter, valoriser, s'insérer... – est à même sans doute de répondre à ce souci. Message? Tout va bien, quoiqu'en disent quelques excités.

Restent les cinq libertés fondamentales (illustration ci-dessous) qui, selon la brochure, définissent (légalement) le «bien-être animal idéal» et dont un examen rapide montre qu'elles sont absolument bafouées.



Ainsi la *liberté physiologique* serait réduite à éviter la faim et la soif des animaux? On s'interroge donc sur les pratiques d'insémination, de vaccination, de séparation des veaux, etc. qui n'attenteraient pas à la liberté physiologique? La *liberté environnementale* quant à elle reviendrait à assurer un logement et une température adéquats. Quand on sait qu'en Belgique, 90 % des animaux consommés proviennent de l'élevage intensif caractérisé par «la concentration des animaux dans des lieux clos» ou «l'étroitesse de l'espace par animal et la pauvreté de l'habitat des animaux (absence de paille, de sol à explorer)⁴⁹», on se demande de quel environnement libre il peut bien être question.

De même, la *liberté psychologique* peut-elle simplement consister à éviter la peur et l'anxiété? Lesquelles sont pourtant le lot de tous les animaux sur le point d'être abattus ou qui sont enfermés dans des cages, des stalles ou tout autre dispositif clos...

Le respect de la *liberté comportementale* tiendrait dans le fait d'«exprimer les comportements normaux» (on suppose charitablement qu'il s'agit de *laisser*

s'exprimer...). Enfermer une poule pondeuse dans une cage minuscule (quoique la pratique soit en diminution⁵⁰) ne nous paraît pas de nature à la laisser exprimer son comportement naturel. Pas plus du reste que le fait de nourrir un veau blanc-bleu-belge avec du lait en poudre⁵¹...

La *liberté sanitaire* – qui consiste à éviter douleurs et maladies – nous semble être largement remise en cause tant par les épidémies qui ravagent périodiquement les élevages et conduisent à des massacres de larges populations animales⁵², que par les pratiques de sélection : « *les poulets de chair sont une souche sélectionnée pour leur croissance rapide. Durant les 42 jours (âge d'abattage) passés dans un bâtiment surpeuplé, le poulet grossit de manière tellement disproportionnée que les articulations ne peuvent soutenir son propre poids. En conséquence, les animaux souffrent de graves boiteries et restent couchés au sol. De plus, l'ammoniac engendré par leurs déjections provoque de graves brûlures et abcès aux pattes et au bréchet.*⁵³ »

50. www.gaia.be/sites/default/files/campaigns/attachments/2015_-_fact-sheet_press_dossier-fr.pdf

51. « *La systématisation de la césarienne semble aussi perturbant au niveau de la physiologie de l'animal qui voit sa sécrétion d'hormones naturelles très diminuée et qui de fait, facteur génétique aidant, très vite, ne produit plus de lait. Cette hypolactation oblige l'appel systématique au lait en poudre pour nourrir le veau.* » - *Le Blanc Bleu Belge en question* - Slow Food Metropolitan Brussels <http://slowfoodmetropolitan.be/fr/news/le-blanc-bleu-belge-en-question>

52. Récemment une variante de la grippe aviaire a, par exemple, conduit à l'abattage de 3,7 millions de canards en trois mois environ (fin 2016 – mars 2017) dans les régions du Sud-ouest de la France - *Grippe aviaire : 3,7 millions de canards abattus en France depuis fin 2016* - publié le 09/03/17 - www.20minutes.fr/societe/2027807-20170309-grippe-aviaire-37-millions-canards-abattus-france-depuis-fin-2016

53. *Élevage intensif et bien-être animal*, op. cit.